

La Tunisie négocie avec l'UE un accord commercial « dévastateur » pour son économie

13 décembre 2020



« Les troubles politiques et économiques auxquels la Tunisie est confrontée ne sont pas seulement dus à l'indifférence politique ou à une mauvaise gestion. Les pays s'enfoncent dans un abîme économique parce qu'il suit activement les politiques économiques prescrites par l'Union européenne avec un nouvel accord commercial problématique à l'horizon ». Assertion ou allégation, elle n'est pas attribuable à un acariâtre député du parlement tunisien enclin à chercher des embrouilles au pouvoir en place, mais il s'agit d'un constat posé par [le sérieux think tank Transnational Institute \(TNI\) basé à Amsterdam dans un rapport sur la situation économique de la Tunisie.](#)

Précisons que l'accord commercial dont il est question est le très conversé ALECA. « La Tunisie a subi des changements radicaux au cours de la dernière décennie et devra faire face à d'autres changements dans les années à venir, si l'UE fait ce qu'elle veut », déclare le groupe de réflexion, ajoutant que « alors que l'UE soutient nominalement l'idée des démocraties, ses conseils économiques et ses offres d'affaires sapent activement la Tunisie, et ses offres de libre-échange ne font que « drainer la richesse de la Tunisie ». Et d'enfoncer encore le clou en soulignant que « depuis la révolution du pays en 2011, le pouvoir des élites locales n'a fait que croître, soutenu par les tendances économiques. Les acteurs occidentaux prescrivent des politiques économiques qui, « selon beaucoup, ont créé les problèmes de la Tunisie en premier lieu », selon l'analyse de TNI. « Les politiques économiques néolibérales que l'UE préconise dans chaque accord et initiative politique sont le reflet direct des structures économiques coloniales en Tunisie. Le système favorise les besoins du pouvoir en place et maintient la dépendance à l'égard de l'ancien colonisateur du pays ».

L'adoption sans critique de la doctrine du « libre-échange » par les autorités de l'État tunisien est profondément contestable, juge le TNI qui s'interroge pourquoi les nombreux effets négatifs potentiels de l'accord de libre-échange pour la Tunisie ne sont-ils même pas reconnus ? De même, pourquoi le discours officiel insiste-t-il pour agir comme si l'intégration au marché européen était un développement évident et normal, inévitable pour l'économie tunisienne, plutôt qu'un choix politique et économique discutable ? Et le groupe de réflexion de répondre que « l'approche de l'UE est dictée par ses propres intérêts commerciaux. Il est donc naïf de penser qu'un tel accord de « libre-échange » avec l'UE peut contribuer positivement au développement local et national de la Tunisie. L'accord est conçu pour insérer les entreprises les plus rentables du territoire tunisien dans le marché libre européen et pour conditionner le marché tunisien à l'approvisionnement de l'UE. Ces deux objectifs, bien qu'ils puissent enrichir une petite élite en Tunisie, sont contraires aux intérêts politiques, économiques, sociaux et environnementaux de la plupart des Tunisiens ».

Des relations « iniques » !

Pour l'UE, les avantages de l'accord de libre-échange avec la Tunisie sont évidents. La rentabilité et la compétitivité des entreprises seront accrues grâce aux sommes économisées dans un pays qui offre des salaires aussi bas qui ne profitent pas aux Tunisiens, pas plus que l'iniquité fiscale ou la pollution engendrée par l'externalisation des coûts environnementaux par l'UE. En outre, la Tunisie se tourne de plus en plus vers le commerce avec des partenaires hors Europe, les pays émergents devenant des partenaires commerciaux plus attractifs.

Le défi pour l'UE est donc de conditionner le marché tunisien à acheter exclusivement en Europe et de verrouiller ce schéma, en soumettant le pays

à la sphère d'influence de l'UE dans une tentative d'établir une hégémonie inégalée. Elle continue à le faire par le biais de la dette et de l'assistance technique, et de programmes (tels que le PMN) qui comblent le fossé entre les donateurs, l'administration, l'oligarchie économique et politique tunisienne et les entreprises européennes.

Au bénéfice de l'oligarchie rentière

La collusion entre les intérêts économiques étrangers, les rentiers locaux et les intérêts politiques au pouvoir ne laisse aucune place à la remise en cause du modèle économique périphérique ou de son orientation. Il est clair, compte tenu des fondamentaux de l'économie tunisienne, que le soutien aux Très Petites Entreprises (TPE) serait beaucoup plus stratégique et impactant pour le développement local que le soutien aux PME. Les très petites entreprises approvisionnent le marché local, sont moins dépendantes des importations et font circuler l'argent localement, ce qui dynamise le marché intérieur. Cependant, elles ont besoin d'un niveau minimum de protection contre la concurrence des entreprises étrangères – cela exigerait de l'État tunisien qu'il reconnaisse les TPE, les soutienne financièrement et promeuve activement leur développement. Une telle démarche devrait être entreprise dans le cadre d'un modèle de développement global et autonome de l'État qui inclurait des politiques agricoles et industrielles justes et durables favorisant la production locale pour les besoins locaux.

Cependant, sur le plan politique, l'accord de libre-échange renforcera plutôt l'emprise de l'oligarchie rentière (élite économique tournée vers l'extérieur) sur le système de production local, en consolidant davantage son rôle d'acteur exclusif du « libre-échange » en Tunisie et en augmentant considérablement ses bénéfices. Cela aura pour effet d'aggraver les inégalités, l'accaparement des terres, l'évasion fiscale, la corruption et la fuite des capitaux. En outre, elle aggravera les disparités et continuera à façonner une division économique internationale qui fonctionne conformément aux intérêts des centres impériaux les plus puissants (l'UE dans ce cas).

Il serait déraisonnable de s'attendre à ce que l'approfondissement des inégalités et l'enracinement de la subordination qui résulteront de la mise en œuvre de l'ALECA n'aient aucun effet politique. Il est donc sage de rappeler que les principaux slogans du soulèvement de 2010-2011 en Tunisie appelaient à la justice sociale, à la souveraineté et à la chute des privilèges de l'oligarchie au pouvoir, conclut le think tank Transnational Institute.